

Perspectives de l'économie mondiale

octobre 2007

Résumé analytique

La croissance mondiale a été vigoureuse au premier semestre de 2007, bien que les remous sur les marchés financiers aient assombri les perspectives. Si les prévisions pour 2007 n'ont guère été touchées, la projection de référence pour la croissance mondiale en 2008 a été révisée à la baisse de près de ½ point par rapport à la mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale en juillet 2007. La croissance mondiale resterait quand même vigoureuse, à 4¾ %, portée par des paramètres fondamentaux généralement solides et une forte expansion dans les pays émergents. Cependant, les perspectives ont bien plus de chances d'être révisées à la baisse qu'à la hausse, la principale crainte étant que les tensions sur les marchés financiers s'aggravent et provoquent un ralentissement mondial plus prononcé. Dans l'immédiat, les pouvoirs publics ont donc pour tâche de rétablir des conditions plus normales sur les marchés financiers et de préserver l'expansion. Les autres facteurs qui pèsent sur les perspectives sont le risque de tensions inflationnistes, la volatilité des marchés pétroliers et l'effet des entrées massives de devises sur les pays émergents. Par ailleurs, des problèmes à plus long terme tels que le vieillissement de la population, la résistance croissante à la mondialisation et le réchauffement planétaire sont une source de préoccupation.

Conjoncture économique mondiale

La croissance mondiale est restée vigoureuse au premier semestre de 2007, à plus de 5 % (chapitre 1). En Chine, l'expansion s'est encore accélérée, à 11½ %, tandis que la croissance en Inde et en Russie est demeurée très rapide. À eux seuls, ces trois pays ont représenté la moitié de la croissance mondiale au cours de l'année écoulée. L'expansion est restée vigoureuse aussi dans d'autres pays émergents et pays en développement, notamment dans des pays africains à faible revenu. Parmi les pays avancés, la croissance a ralenti dans la zone euro et au Japon au deuxième trimestre de 2007, après deux trimestres de forte expansion. Aux États-Unis, où le ralentissement du secteur du logement a continué de peser lourdement sur l'activité, la croissance a atteint en moyenne 2 ¼ % au premier semestre de 2007.

L'inflation a été maîtrisée dans les pays avancés, mais elle a progressé dans de nombreux pays émergents et pays en développement, du fait de la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires. Aux États-Unis, l'inflation hors énergie et alimentation a reculé progressivement pour s'établir au-dessous de 2 %. Dans la zone euro, l'inflation est généralement restée inférieure à 2 % cette année, mais la hausse des prix de l'énergie et des produits alimentaires a contribué à une remontée de l'inflation en septembre; au Japon, les prix ont dans l'ensemble stagné. Les tensions inflationnistes ont été plus fortes dans quelques pays émergents et pays en développement, en raison de leur forte croissance et de la plus grande importance de la hausse des prix des produits alimentaires dans leurs indices des prix à la consommation. L'accélération des prix des produits alimentaires tient à l'utilisation croissante du maïs et d'autres produits alimentaires dans la production de biocarburants, ainsi qu'aux mauvaises conditions climatiques dans certains pays (appendice 1.1). Les cours du pétrole et des autres produits de base sont restés élevés du fait de la vigueur de la demande.

La situation sur les marchés financiers est devenue plus volatile. Comme noté dans l'édition d'octobre 2007 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde (*Global Financial Stability Report*), les conditions d'accès au crédit ont été resserrées, car les craintes croissantes concernant les retombées des

tensions sur le marché des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis ont entraîné une hausse brutale du rendement des titres garantis par ces prêts, ainsi que d'autres titres à risque élevé. Étant donné l'incertitude entourant la distribution des pertes et les craintes croissantes concernant le risque de contrepartie, les liquidités se sont raréfiées dans certains segments des marchés financiers. Dans un premier temps, les marchés d'actions ont reculé, sous l'effet de la baisse de la valeur en bourse d'institutions financières, mais les cours se sont redressés depuis, et le rendement des obligations d'État à long terme a diminué, car les investisseurs ont recherché des valeurs sûres. Les pays émergents ont été touchés aussi, bien que relativement moins que lors de turbulences financières antérieures, et les prix des actifs restent élevés par rapport au passé.

Avant les récentes turbulences, les banques centrales à travers le monde étaient généralement en train de durcir leur politique monétaire pour éviter les tensions inflationnistes qui voyaient le jour. En août, cependant, face aux remous croissants sur les marchés, les grandes banques centrales ont injecté des liquidités sur les marchés monétaires pour stabiliser les taux d'intérêt à court terme. En septembre, la Réserve fédérale a abaissé le taux des fonds fédéraux de 50 points de base et les marchés financiers s'attendent à de nouvelles baisses dans les mois à venir. Les anticipations d'un resserrement monétaire de la part de la Banque d'Angleterre, de la Banque du Japon et de la Banque centrale européenne ont été repoussées depuis le début des turbulences financières. Les banques centrales de quelques pays émergents ont aussi injecté des liquidités pour atténuer les tensions sur les marchés interbancaires, mais pour d'autres, la priorité reste de faire face aux craintes inflationnistes.

Les principales monnaies ont continué dans une large mesure d'évoluer comme depuis le début de 2006. Le dollar américain s'est encore affaibli, bien que sa valeur effective réelle soit encore jugée supérieure à son niveau fondamental à moyen terme. L'euro s'est apprécié, mais il reste dans une fourchette qui correspond plus ou moins aux paramètres fondamentaux. Le yen a rebondi vivement ces derniers mois, mais il reste sous-évalué par rapport aux paramètres fondamentaux à moyen terme. Le renminbi a continué de s'apprécier progressivement par rapport au dollar et en valeur effective réelle, mais l'excédent des transactions courantes de la Chine a continué d'augmenter et ses réserves de change sont montées en flèche.

Perspectives et risques

Étant donné les remous sur les marchés financiers, les projections de référence pour la croissance mondiale ont été légèrement révisées à la baisse depuis la mise à jour des *Perspectives de l'économie mondiale* en juillet, mais la croissance mondiale devrait rester vigoureuse. Elle devrait atteindre 5,2 % en 2007 et 4,8 % en 2008, ce dernier chiffre étant inférieur de 0,4 point à la prévision précédente. Les révisions à la baisse les plus marquées concernent les États-Unis, où la croissance devrait s'établir à 1,9 % en 2008, les pays où les effets de contagion des États-Unis seront probablement les plus marqués et les pays où les répercussions des remous persistants sur les marchés financiers seront probablement les plus sérieuses (voir chapitre 2).

Les projections de référence pour la croissance ont manifestement plus de chances d'être révisées à la baisse qu'à la hausse. Si les paramètres fondamentaux qui soutiennent la croissance sont solides et si la forte expansion dans les pays émergents qui prennent de plus en plus d'importance est intacte, les risques de dégradation liés aux marchés financiers et à la demande intérieure aux États-Unis et en Europe occidentale ont augmenté. Si la récente réévaluation du risque et le renforcement de la discipline sur les marchés du crédit pourraient renforcer les fondements de l'expansion à l'avenir, les risques à

court terme qui pèsent sur la croissance sont ainsi accrus. L'ampleur des répercussions sur la croissance dépendra de la vitesse à laquelle la liquidité du marché retrouve un niveau plus normal et du degré de resserrement du crédit. Les projections de référence des services du FMI reposent sur l'hypothèse selon laquelle la liquidité du marché est rétablie progressivement dans les mois à venir et que le marché interbancaire se normalise, même s'il est prévu que des écarts de rémunération plus larges subsistent. Néanmoins, il reste fort possible que les remous sur les marchés financiers persistent pendant quelque temps. Une période prolongée de resserrement des conditions d'accès au crédit pourrait peser lourdement sur la croissance, en particulier par l'effet sur les marchés du logement aux États-Unis et dans quelques pays européens. Les pays émergents d'Europe et les pays de la Communauté des États indépendants qui enregistrent un déficit courant élevé et des entrées massives de financement extérieur seraient aussi affectés si les entrées de capitaux diminuaient.

Plusieurs autres facteurs pourraient aussi influencer sur les perspectives de l'économie mondiale. Si, récemment, le risque posé par l'inflation a diminué quelque peu en général, les cours du pétrole ont atteint de nouveaux sommets et un nouveau bond des cours ne peut être exclu, étant donné le niveau limité des capacités de production disponibles. Par ailleurs, la persistance des déséquilibres mondiaux reste préoccupante.

Enjeux

Les pouvoirs publics à travers le monde se doivent dans l'immédiat de maintenir une forte croissance non inflationniste, une tâche qui est compliquée par les récents remous sur les marchés financiers. Dans les pays avancés, après un durcissement qui a ramené les politiques monétaires à un niveau proche du neutre ou supérieur, les banques centrales ont remédié à la raréfaction récente des liquidités sur les marchés et aux risques correspondants dans le secteur financier, tout en continuant de se fonder sur une évaluation des paramètres fondamentaux économiques pour prendre leurs décisions de politique monétaire. Aux États-Unis, des signes selon lesquels la croissance restera probablement inférieure à la tendance justifieraient d'abaisser de nouveau les taux d'intérêt, à condition que les risques d'inflation restent limités. Dans la zone euro, la politique monétaire peut rester inchangée à court terme, étant donné les risques représentés par les turbulences financières pour la croissance et l'inflation. Cependant, si ces risques se dissipent, un nouveau durcissement monétaire pourrait en fin de compte être nécessaire. En cas de ralentissement plus prolongé, un assouplissement de la politique monétaire devrait être envisagé. Au Japon, si les taux d'intérêt devront finalement retrouver un niveau plus normal, il faudra, avant de relever les taux, qu'il soit clairement établi que l'inflation prospective est fermement orientée à la hausse et que les craintes concernant la volatilité récente du marché diminuent.

Il conviendra de tirer en temps voulu les enseignements des remous actuels sur les marchés financiers internationaux. Une série de questions concerne les différentes méthodes que les banques centrales ont utilisées pour injecter des liquidités afin d'atténuer les tensions sur les marchés financiers et le lien entre ces injections de liquidités et les dispositifs de protection financière. Il conviendra aussi de régler une série de questions d'ordre réglementaire, comme noté plus en détail dans l'édition d'octobre du Rapport sur la stabilité financière dans le monde. Il faudra veiller davantage à assurer une transparence et une information adéquates de la part des institutions systémiquement importantes. Il sera utile aussi d'examiner la réglementation du risque de liquidité, le périmètre de consolidation des risques appliqué par les institutions financières et la notation des produits financiers complexes; enfin, il sera opportun d'examiner si la structure d'incitations existante garantit une évaluation adéquate des risques tout au long de la chaîne des produits structurés.

Les pays avancés ont rééquilibré substantiellement leurs finances publiques lors de l'expansion actuelle, mais ils doivent redoubler d'efforts pour en assurer la viabilité face au vieillissement de la population. L'amélioration récente des situations budgétaires tient en grande partie à la croissance rapide des recettes qui résulte de la forte croissance des bénéfices et des revenus élevés, et on ne sait pas exactement dans quelle mesure ce surcroît de recettes sera durable. Par ailleurs, les programmes budgétaires actuels prévoient des réductions additionnelles limitées des ratios d'endettement au cours des prochaines années. Les pouvoirs publics devraient adopter des programmes plus ambitieux de rééquilibrage budgétaire à moyen terme, ainsi que des réformes qui permettront de faire face aux pressions croissantes sur les dépenses de santé et de sécurité sociale, bien que, dans la plupart des pays, il soit possible de laisser opérer les stabilisateurs budgétaires automatiques en cas de récession.

Plusieurs pays émergents font encore face à un risque de surchauffe et à une hausse des prix des produits alimentaires, et un nouveau durcissement monétaire sera peut-être nécessaire. Par ailleurs, en dépit des événements récents sur les marchés financiers, les entrées massives de devises continueront probablement de compliquer la tâche des pouvoirs publics. Comme noté au chapitre 3, il n'existe pas de formule simple pour faire face à ces entrées de devises. Les pays doivent se montrer pragmatiques, et trouver un dosage approprié de mesures qui sont adaptées à leur contexte particulier et à leurs objectifs à plus long terme. La politique budgétaire jouera probablement un rôle essentiel. L'amélioration des situations budgétaires tient à une forte croissance des recettes, due au niveau élevé des cours des produits de base, qui ne sera peut-être pas durable. Par ailleurs, les dépenses publiques ont augmenté dans de nombreux pays, ce qui a encore compliqué la gestion des entrées massives de devises. Des mesures visant à éviter une forte expansion des dépenses publiques, en particulier dans les pays émergents d'Europe, mais aussi en Amérique latine, aideraient à gérer les entrées de devises et à continuer de réduire l'endettement public. Cependant, dans les pays exportateurs de carburants, il est possible d'accroître les dépenses compte tenu des capacités d'absorption et de la position conjoncturelle de l'économie. Un durcissement des normes prudentielles dans les systèmes financiers et une libéralisation des sorties de capitaux peuvent jouer un rôle utile. Dans certains cas, un assouplissement du taux de change faciliterait la régulation monétaire. En ce qui concerne la Chine, une plus grande flexibilité à la hausse du renminbi, ainsi que des mesures qui reformeraient le régime de change et doperaient la consommation, contribueraient aussi à un rééquilibrage nécessaire de la demande et à une résorption ordonnée des déséquilibres mondiaux.

À l'échelle internationale, un thème commun est la nécessité de tirer parti des possibilités créées par la mondialisation et les progrès technologiques, tout en redoublant d'efforts pour faire en sorte que les avantages de ces changements soient bien répartis parmi la population dans son ensemble. Il est particulièrement important de veiller au bon fonctionnement des marchés : il est prioritaire d'accroître la productivité dans le secteur financier et les services en Europe et au Japon, de résister aux mouvements protectionnistes aux États-Unis et en Europe, ainsi que d'améliorer les infrastructures, de développer les systèmes financiers et de renforcer l'environnement économique dans les pays émergents et les pays en développement.

La mondialisation est souvent tenue responsable de la hausse des inégalités observée dans la plupart des pays et des régions. Il est noté au chapitre 4 que les progrès technologiques ont contribué le plus à la hausse récente des inégalités, mais que la mondialisation financière — et l'investissement direct étranger en particulier — a joué un rôle aussi. Contrairement à ce qu'on pense généralement, la mondialisation commerciale est en fait associée à une baisse des inégalités. Il est important de veiller à ce que les avantages de la mondialisation et des progrès technologiques soient partagés plus largement

dans l'ensemble de la population. Grâce à une amélioration de l'éducation et de la formation, les travailleurs disposeraient des compétences appropriées pour l'économie mondiale du savoir qui voit le jour. Une amélioration de l'accès des pauvres au crédit serait utile aussi, de même qu'une libéralisation des échanges qui accélérerait les exportations agricoles des pays en développement.

Le chapitre 5 examine l'expansion mondiale actuelle dans une perspective historique : non seulement la croissance a été plus vigoureuse que lors d'autres cycles récents, mais ses avantages sont aussi partagés plus largement dans le monde entier et la volatilité économique a été plus faible. En fait, l'amélioration des politiques monétaires et budgétaires, ainsi que des institutions, et la poursuite du développement financier signifient que les cycles conjoncturels seront probablement de plus longue durée et de moindre ampleur que dans le passé. Néanmoins, il convient de ne pas surestimer les perspectives de stabilité, et la récente augmentation de la volatilité sur les marchés financiers a souligné que les conditions favorables risquent de ne pas se maintenir. La fin brutale de la période de croissance vigoureuse et soutenue des années 60 et du début des années 70 nous avertit utilement de ce qui peut se passer si les pouvoirs publics n'ajustent pas leur action pour faire face en temps opportun aux risques qui apparaissent.

Dans certains domaines importants, une action internationale conjointe sera cruciale. Il est très décevant de constater la lenteur des progrès récents du cycle des négociations commerciales de Doha, et les grands pays commerçants devront faire preuve d'esprit d'initiative pour redynamiser le processus de libéralisation multilatérale du commerce. Une stratégie multilatérale est manifestement nécessaire aussi en ce qui concerne les changements climatiques et la sécurité énergétique. Comme noté à l'appendice 1.2, le réchauffement planétaire est peut-être le plus gros problème d'action collective à l'échelle mondiale, les conséquences négatives des activités de certains étant ressenties largement par d'autres. Il importera que les pays établissent ensemble un cadre d'action fondé sur le marché qui met en balance les coûts des émissions de dioxyde de carbone à long terme et les coûts économiques immédiats de leur atténuation. La politique énergétique doit s'attacher moins à protéger les sources d'énergie nationales, et davantage à veiller au bon fonctionnement du marché du pétrole et des autres marchés de l'énergie, à encourager la diversification des sources d'énergie (par exemple, en réduisant les obstacles aux échanges de biocarburants) et à mettre davantage l'accent sur les incitations de prix pour limiter la croissance de la consommation d'énergie.

Des progrès encourageants ont été accomplis dans l'élaboration d'une stratégie conjointe de résorption des déséquilibres mondiaux, et il faut maintenant mener celle-ci à terme. La consultation multilatérale sur les déséquilibres mondiaux organisée par le FMI, à laquelle ont participé les principaux pays concernés, représente la première utilisation d'une approche innovatrice face à des problèmes systémiques. Cette consultation a permis aux participants de mieux comprendre les problèmes des uns et des autres et de réaffirmer leur soutien à la stratégie du Comité monétaire et financier international (CMFI) — soutenir la croissance mondiale tout en réduisant les déséquilibres — ainsi que de faire part des mesures spécifiques qu'ils entendent prendre dans le cadre de cette stratégie. La consultation a débouché sur une série de plans d'action qui, selon l'analyse des services du FMI, contribueront largement à atteindre les objectifs de la stratégie du CMFI. Avec l'accord des participants à la consultation, l'exécution de ces plans sera surveillée régulièrement par le FMI.

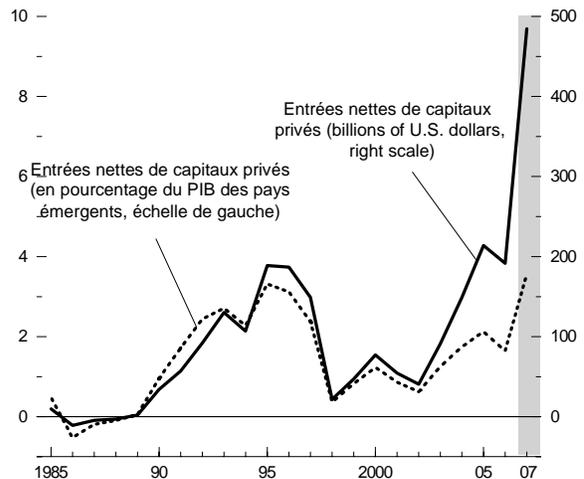
Principaux points

- **Si les entrées massives de capitaux peuvent être bénéfiques à long terme lorsqu'elles sont bien utilisées, elles peuvent aussi mettre à rude épreuve la stabilité macroéconomique.**
- **Tirant les leçons de plus d'une centaine d'épisodes survenus au cours des vingt dernières années, les auteurs concluent que les pays qui choisissent de maintenir les dépenses sur un sentier d'évolution régulière — plutôt que de les laisser augmenter de façon excessive — en période d'afflux de capitaux atténuent les effets négatifs de ces entrées massives. En effet, ce choix réduit les pressions sur la demande globale et aide à limiter l'appréciation du taux de change réel.**
- **En revanche, ceux qui choisissent de résister à l'appréciation du taux de change nominal en intervenant sur le marché ont peu de chances de modérer l'appréciation réelle de leur monnaie si les capitaux continuent d'affluer en masse, et leur choix risque d'entraîner des contrechocs macroéconomiques plus graves lorsque cet afflux finit par cesser.**
- **Il n'y a guère de preuve que le resserrement du contrôle des mouvements de capitaux aide à limiter l'appréciation du taux de change réel ou à réduire les facteurs de vulnérabilité macroéconomique associés à un brusque renversement des flux.**

La vague de capitaux qui déferle dans de nombreux pays émergents depuis le début des années 2000 a suscité un regain d'intérêt pour les réponses que la politique macroéconomique devrait apporter à cet afflux (graphique). Le chapitre 3 des *Perspectives* examine l'efficacité des réponses apportées par un groupe de pays émergents et d'économies avancées dans plus d'une centaine d'épisodes d'entrées nettes massives de capitaux privés survenues depuis 1987. Il conclut que :

- **La vague récente d'entrées de capitaux privés dans les pays émergents diffère de celle observée au milieu des années 90**

Afflux net de capitaux privés dans les pays émergents¹



Sources : FMI, *Balance of payments statistics*; calculs des services du FMI.

¹Les valeurs pour 2007 sont des projections des services du FMI.

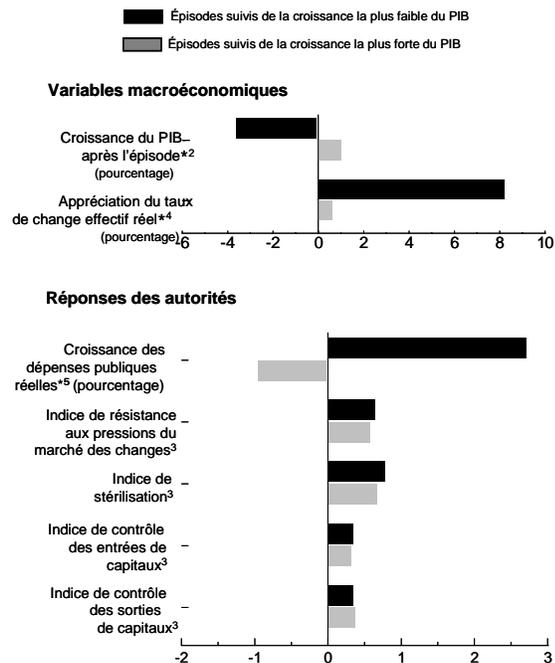
car elle concerne un plus large éventail de pays, s'appuie sur des positions extérieures courantes en général plus solides (sauf dans les pays émergents d'Europe) et prend place dans un monde plus intégré financièrement.

- Dans le passé, les pays qui ont enregistré les fluctuations macro-économiques les plus volatiles — pouvant aller jusqu'à un brusque renversement des flux de capitaux — durant la période d'afflux des capitaux affichaient souvent les déficits extérieurs courants les plus élevés et la plus forte augmentation de la demande intérieure et de la valeur réelle de la monnaie.

- Les pays qui ont maintenu les dépenses publiques sur un sentier d'évolution régulière durant la période d'afflux des capitaux, plutôt que de les laisser augmenter de façon excessive, ont atténué les effets néfastes de ces entrées massives. Les atterrissages brusqués après les épisodes d'entrées massives de capitaux ont été associés à de fortes augmentations des dépenses publiques durant la période d'afflux des capitaux, tandis que le resserrement des dépenses a permis d'atténuer les pressions à la hausse de la demande globale et du taux de change réel, et facilité un atterrissage en douceur (graphique).

- En revanche, les autres réponses apportées à l'afflux de capitaux, telles que les interventions stérilisées ou le contrôle des mouvements de capitaux, ne semblent pas avoir empêché l'appréciation réelle de la monnaie, ni assuré en général un atterrissage en douceur. Une résistance plus forte aux pressions sur le taux de change lorsque les capitaux affluaient et une stérilisation plus poussée de l'augmentation de la masse monétaire qui en résultait n'ont pas été associées à une appréciation plus limitée du taux de change réel ni à une croissance plus forte après l'afflux des capitaux. De même, le resserrement du contrôle des sorties de capitaux n'a pas permis de contenir l'appréciation de la monnaie lorsque les capitaux affluaient, ni favorisé une croissance plus forte du PIB après cet afflux.

Croissance du PIB après l'afflux de capitaux, variables macroéconomiques et indicateurs de politique économique¹



Sources : FMI, *Balance of Payments Statistics*; FMI, *Rapport annuel sur les régimes et les restrictions de change*; calculs des services du FMI.

¹Les valeurs indiquées sont les médianes des deux groupes d'épisodes. Les épisodes suivis de la croissance la plus faible (la plus forte) du PIB sont ceux pour lesquels la différence entre la croissance moyenne du PIB dans les deux années suivant l'épisode et la moyenne durant les épisodes est inférieure (supérieure) à la médiane. L'astérisque (*) signale que la différence entre les médianes est significative au seuil de confiance de 10 % ou mieux.

²Croissance moyenne du PIB réel dans les deux années suivant l'épisode moins la moyenne durant l'épisode.

³Moyenne durant l'épisode.

⁴Variation cumulée durant l'épisode.

⁵Écart moyen par rapport à la tendance des dépenses publiques réelles (hors intérêts) durant l'épisode, moins la moyenne dans les deux années précédant celui-ci. La composante tendancielle des dépenses publiques réelles est obtenue à l'aide du filtre de Hodrick-Prescott.

Point de presse — Chapitre 4 : *Mondialisation et inégalité*

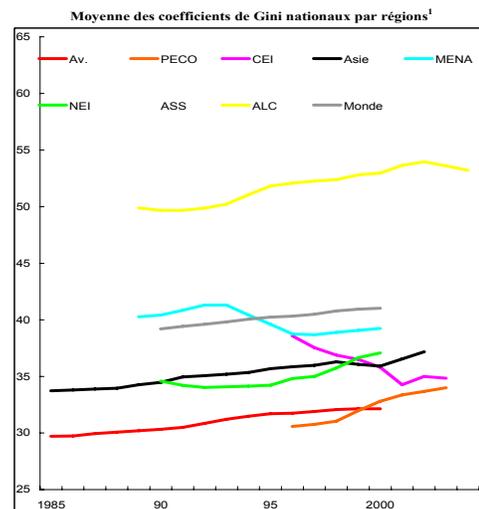
Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2007

Préparé par Subir Lall, Florence Jaumotte, Chris Papageorgiou et Petia Topalova

Principaux points

- Depuis une vingtaine d'années, l'inégalité de revenu s'accroît dans la plupart des régions et des pays. Dans le même temps, les revenus par habitant ont augmenté dans presque toutes les régions, même pour les couches les plus pauvres de la population, ce qui signifie que la situation de ces dernières s'est améliorée en termes absolus au cours de cette phase de la mondialisation, mais les revenus des couches relativement plus aisées ont progressé plus vite.
- C'est le progrès technologique qui a le plus contribué à l'accroissement récent de l'inégalité. La progression de la mondialisation financière — et de l'investissement direct étranger en particulier — a aussi contribué à l'aggravation de l'inégalité, mais, contrairement à une idée fort répandue, l'intensification de la mondialisation commerciale est associée à une baisse de l'inégalité.
- Il importe de faire en sorte que les bienfaits de la mondialisation et du progrès technologique soient répartis plus largement dans la population. Des réformes tendant à améliorer l'éducation et la formation aideraient les travailleurs à acquérir les qualifications requises par une économie mondiale en pleine évolution. Des mesures visant à ouvrir davantage l'accès des pauvres à la finance seraient aussi utiles, de même qu'une libéralisation commerciale plus poussée de nature à stimuler les exportations agricoles des pays en développement.

Depuis une vingtaine d'années, l'inégalité de revenu s'accroît dans la plupart des régions et des pays, même si l'on constate des différences d'un pays à l'autre. Dans ce chapitre, l'inégalité est mesurée par le coefficient de Gini, couramment utilisé pour comparer les écarts de revenu moyens au sein de la population d'un pays. D'après cet indice, l'inégalité s'est accrue dans les pays en développement d'Asie, dans les pays émergents d'Europe, en Amérique latine, dans les nouvelles économies industrielles d'Asie et dans les pays avancés, tandis qu'elle a diminué en Afrique subsaharienne et dans la Communauté des États indépendants (voir graphique).



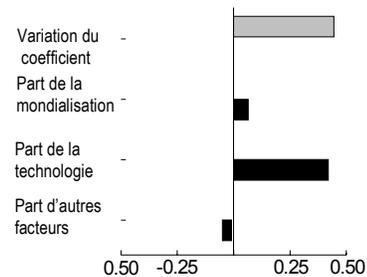
¹Les définitions et les méthodes d'enquête employées étant différentes, les niveaux ne sont pas rigoureusement comparables.

Malgré l'aggravation observée de l'inégalité, les revenus se sont accrus pour toutes les couches de la population, y compris les plus pauvres. Les revenus par habitant ont augmenté dans presque toutes les régions et tous les pays pour toutes les couches de la population. De ce fait, la situation des pauvres s'est améliorée en termes absolus pendant cette phase de la mondialisation, même si, dans bien des cas, les revenus des classes déjà plus aisées ont progressé plus vite.

C'est le progrès technologique qui a le plus contribué à l'accentuation de l'inégalité, mais la mondialisation financière et commerciale a aussi joué un rôle, en particulier dans les pays avancés.

À lui seul, le progrès technologique explique la quasi-totalité de l'aggravation de l'inégalité au début des années 80, ce qui conforte l'idée que, aussi bien dans les pays avancés que dans les pays en développement, les nouvelles techniques font augmenter la prime de qualification et remplacent le travail relativement peu qualifié (voir graphique).

Explication des variations du coefficient de Gini¹
(Variation annuelle moyenne en pourcentage)



¹1981–2003 ou sous-période la plus longue pour laquelle on disposait de toutes les variables utilisées dans la région. L'échantillon comprend 20 pays avancés et 31 pays en développement ou émergents.

L'effet bien plus faible de la mondialisation par rapport au progrès technologique vient de ce que la mondialisation commerciale et la mondialisation financière agissent en sens opposés sur l'inégalité. Le renforcement de l'intégration commerciale — et, en particulier, l'augmentation des importations en provenance des pays en développement — est associé à une baisse de l'inégalité de revenu dans les pays avancés. Dans les pays en développement, l'accroissement des exportations et la libéralisation des droits de douane sont associés à une meilleure distribution du revenu. L'investissement direct étranger exerce un effet semblable à celui du progrès technologique sur la distribution du revenu en faisant augmenter la demande de main-d'œuvre qualifiée. Le développement financier a aussi contribué à l'aggravation de l'inégalité, car les groupes les plus aisés sont davantage à même de profiter des nouvelles possibilités d'emprunt.

Pour l'avenir, il y a lieu de poursuivre les politiques visant à aider les groupes moins qualifiés et à bas revenu à tirer parti à la fois du progrès technologique et de la mondialisation. Il serait utile d'ouvrir davantage l'accès à l'éducation et à la finance pour améliorer la distribution globale du revenu. De même, il serait bon de prendre des mesures pour aider les travailleurs à délaissier les secteurs en déclin au profit des secteurs en expansion de l'économie, notamment, dans le cas de certains pays, en faisant en sorte que les prestations d'assurance maladie soient moins liées à l'occupation ininterrompue d'un emploi. La technologie, l'investissement direct étranger et le développement financier restent importants pour soutenir la croissance globale et rehausser les revenus moyens. Le rôle positif des exportations agricoles sur la distribution du revenu laisse à penser que l'ouverture de nouveaux débouchés dans les pays avancés pour les exportations agricoles des pays en développement contribuerait à une distribution plus équitable du revenu tant dans les pays avancés que dans les pays en développement.

Point de presse — Chapitre 5 : *L'évolution de la dynamique du cycle conjoncturel mondial*

Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2007

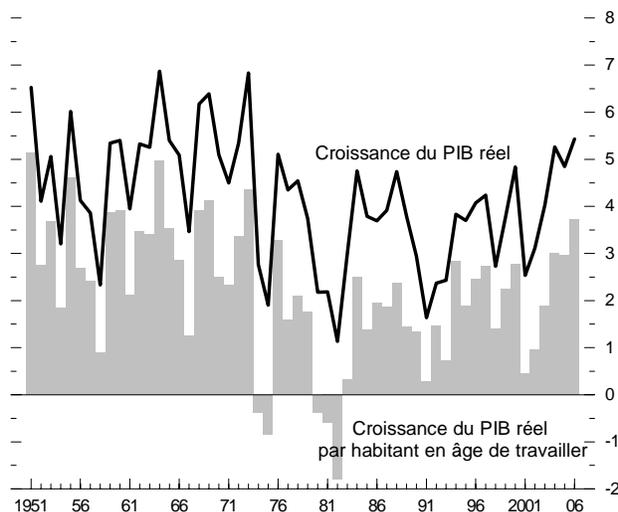
Préparé par Martin Sommer et Nikola Spatafora

Principaux points

- Depuis 2004, et par rapport au début des années 70, la croissance mondiale n'a jamais été aussi rapide. Cette croissance est en outre partagée au plan international comme elle ne l'a jamais été jusqu'à présent. De plus, la volatilité de la production dans la plupart des pays et régions a considérablement diminué.
- La moindre volatilité de la production et la durabilité croissante des phases d'expansion qui l'accompagne tiennent dans une grande mesure à des phénomènes qui pourraient vraisemblablement perdurer. Concrètement, une meilleure conduite des politiques monétaire et budgétaire et une plus grande qualité globale des dispositifs institutionnels devraient maintenir la volatilité de la production à un faible niveau.
- Cela étant, cette volatilité plus faible n'exclut pas d'éventuelles récessions. La fin abrupte de la phase de croissance forte et soutenue des années 60 et du début des années 70, de même que les crises asiatiques des années 90, sont là pour nous rappeler ce qu'il peut advenir si les politiques économiques ne s'attaquent pas à temps aux nouveaux risques et défis.

Entre 2004 et 2006 l'économie mondiale a connu sa plus forte croissance depuis la fin des années 60 et le début des années 70. La production mondiale a progressé en moyenne de 5,2 % par an (voir premier graphique). En faisant la part de l'augmentation du nombre de personnes en âge de travailler, le taux de croissance durant ces trois années a été de 3¼ %, soit juste un peu moins que durant les années 60. Non seulement la récente croissance mondiale a été élevée, mais qui plus est, les fluctuations de la production ont continué

Une croissance mondiale élevée...
(pourcentage de variation)



de diminuer, quand bien même les pays à marché émergent et les pays en développement – qui peuvent être plus volatils – représentent une part croissante de l'économie mondiale.

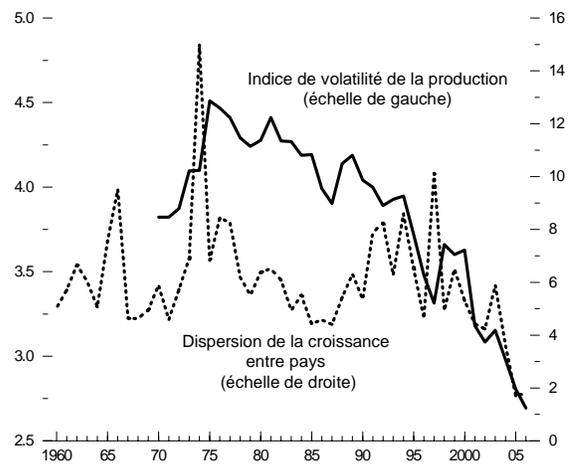
Il est important de noter qu'à maints égards l'économie mondiale affiche depuis peu une stabilité plus grande que durant les années 60, la dernière période faste de croissance stable et vigoureuse. De manière plus précise, la volatilité de la production s'est atténuée dans la plupart des pays, le cas type étant celui d'une diminution d'un tiers durant les quatre dernières décennies (voir deuxième graphique). En outre, la croissance est mieux partagée entre les pays que par le passé. Par exemple, la croissance moyenne sur la période 2004-06 a dépassé 4 % dans deux tiers des pays, et elle était inférieure à 1 % dans un pays sur vingt seulement. Autrement dit,

pratiquement tous les pays ont enregistré de bons résultats. Les pays avancés, en particulier, connaissent une plus grande stabilité depuis les années 70, et en règle générale leurs phases d'expansion ont été longues. Entre 1947-82 et 1983-2006, la durée relative de leurs phases de récession a été réduite de moitié pour ne représenter plus que 8 % de la période. La stabilisation de la production dans les pays en développement a été plus graduelle et plus modeste, et dans certaines régions, comme l'Asie et l'Amérique latine, des pays ont connu des crises profondes et parfois récurrentes jusqu'au début de la présente décennie.

Il ressort du chapitre que la forte durabilité des expansions et la faible volatilité de la production s'expliquent par des facteurs qui pourraient vraisemblablement perdurer. L'amélioration de la politique monétaire a contribué pour environ un tiers à la stabilisation des fluctuations de la production dans le temps. La plus grande stabilité de la politique budgétaire a également influé. La moindre volatilité des termes de l'échange (dans laquelle l'on peut éventuellement voir un « coup de chance » passager) a joué un rôle certes important, mais non déterminant, dans l'atténuation de la volatilité de la production, y contribuant pour environ un huitième.

Cependant, à l'avenir, la stabilité ne saurait être considérée comme un fait acquis. La faible volatilité moyenne de la production n'exclut pas l'apparition d'épisodes occasionnels de récession. Le processus de mondialisation commerciale et financière fait apparaître de nouveaux risques et de nouvelles vulnérabilités. La récente tourmente des marchés financiers mondiaux nous rappelle que pour entretenir les expansions, il faut être en mesure d'appréhender rapidement les nouveaux risques et défis du système économique mondial et s'y adapter. Il importe de faire en sorte que la phase de croissance prolongée observée jusqu'à présent ne laisse pas s'établir un faux sentiment de sécurité.

...stable et partagée par la plupart des pays¹
(pourcentage de variation)



¹ L'indice de volatilité de la production est l'écart type glissant sur dix ans de la croissance du PIB réel corrigée de sa tendance dans un pays type (médian). La dispersion de la croissance est mesurée à partir de l'écart type de la croissance du PIB réel corrigé de sa tendance dans l'échantillon de 133 pays.